



L'an deux mil dix, le 16 juin, à 20h45, le Conseil Municipal de la commune d'Esnandes, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yann Juin, Maire.

Date de convocation : 11 juin 2010

Présents : Yann Juin, Michel Rougier, Jean-Pierre Roblin, Fabrice Brisson, Béatrice Vinet, Françoise Guigard, Béatrice Gomit, Pascale Buronfosse-Bjaï, Christine Trichet, Sylvia Pain, Paul Couzard, Alain Bouvet, Yvan Bailly, Joël Deschamps, Robert Portier.

Absents représentés : Virginie Vincendeau par Françoise Guigard, Christine Guézou par Sylvia Pain, Emmanuel Mandon par Michel Rougier, David Loutreuil par Alain Bouvet.

Secrétaire de séance : Pascale Buronfosse-Bjaï.

**1/ Compte rendu du Conseil Municipal du 19 mai : adopté à l'unanimité.**

**2/ Toutes les délibérations sont adoptées à 19 voix**

**2010 – 01/06 – Révision du Plan d'occupation des sols (POS) et transformation en Plan local d'urbanisme (PLU) – Avis préalable à l'approbation du projet de Plan local d'urbanisme.**

Monsieur le Maire rappelle que :

- par délibération en date du 14 novembre 2006, le Conseil municipal a demandé au Président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, la mise en révision du plan d'occupation des sols de la commune et sa transformation en plan local d'urbanisme,
- par délibération en date du 15 décembre 2006, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle a prescrit cette mise en révision et cette transformation.

Monsieur le Maire indique également que le débat prévu à l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable de la commune, a eu lieu le 17 septembre 2008 au sein du Conseil municipal, et le 26 septembre 2008 au sein du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

Le projet de plan d'occupation des sols révisé a donné lieu, pendant toute la durée de son élaboration, à une concertation avec les habitants, les associations locales, et les autres personnes concernées, conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme et selon les modalités définies dans la délibération en date du 15 décembre 2006 susvisée du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

Au regard de la délibération du Conseil municipal en date du 8 juillet 2009 donnant un avis sur la concertation et le projet de plan d'occupation des sols révisé, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle a, par délibération en date du 9 juillet 2009 :

- tiré le bilan de la concertation et l'a close,
- arrêté le projet de plan d'occupation des sols révisé,
- communiqué pour avis le projet de plan d'occupation des sols révisé aux collectivités ou organismes associés ou consultés.

Par arrêté en date du 23 octobre 2009, le Président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle a prescrit la mise à l'enquête publique du projet de plan d'occupation des sols révisé. Cette enquête publique s'est déroulée du vendredi 20 novembre 2009 au mardi 22 décembre 2009 inclus. Le commissaire-enquêteur a ensuite transmis son rapport et ses conclusions le 9 février 2010.

Considérant :

- les avis favorables, dont certains assortis d'observations, des collectivités ou organismes associés ou consultés,
- les observations du public émises à l'occasion de l'enquête publique,
- l'avis favorable du commissaire-enquêteur,
- la nécessité de prendre en compte dans le projet de plan local d'urbanisme, les conséquences de la tempête Xynthia ayant eu lieu dans la nuit du 27 au 28 février 2010, au regard du risque de submersion,
- la liste, jointe à la présente délibération, des points modifiés,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- émet un avis favorable sur le projet de plan local d'urbanisme tel qu'il a été établi,
- demande au Président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle de le soumettre au Conseil communautaire pour approbation.

### **2010 – 02/06 – Etudes préalables à la création d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) - Avis sur le projet devant être soumis à enquête publique**

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération en date du 13 juillet 2007, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle a prescrit la mise à l'étude d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) sur le territoire de la commune d'Esnandes, suite à la délibération du Conseil municipal d'Esnandes en date du 9 mai 2007 en faisant la demande.

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le projet de Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager qui se compose d'un rapport de présentation, d'un règlement et de documents graphiques.

Monsieur le Maire précise que :

- ce dossier doit être transmis par le Président de la Communauté d'agglomération de La Rochelle au Préfet de Charente-Maritime qui le soumettra à enquête publique,
- l'étude, éventuellement modifiée, fera ensuite l'objet d'un examen devant la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites, puis d'un accord définitif du Conseil municipal d'Esnandes et du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de La Rochelle, avant sa création par arrêté du Président de la Communauté d'agglomération de La Rochelle,
- la ZPPAUP sera opposable dès lors que ses dispositions auront été annexées au plan local d'urbanisme d'Esnandes, selon la procédure de mise à jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- émet un avis favorable sur le projet de Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager tel qu'il a été établi,
- demande au Président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle de le soumettre pour avis au Conseil communautaire.

### **2010 – 03/06 – Tempête Xynthia - Demandes de subventions**

Rapporteur : Yann Juin

La tempête Xynthia du 28 février 2010 a causé de multiples dommages notamment sur les équipements communaux non assurables. La commune a fait estimer le montant des dépenses tant sur la voirie communale (chemin calcaire, en terre et/ou enrobé) que sur les divers équipements (terrain de football, camping, ...) et les digues communales.

Le montant total des dépenses sur les biens communaux non assurables est estimé à : 1.252.238,50 €HT.

Monsieur le Maire propose de déposer auprès des services de l'Etat, du Conseil Régional, du Conseil Général, de l'Assemblée Nationale (réserve parlementaire), de l'Association des maires de Charente-Maritime, ... .

### **2010 – 04/06 – Attribution du marché pour la restauration scolaire**

Rapporteur : Michel Rougier

Le 20 avril 2010, la commune d'Esnandes a publié sur le site du BOAMP, de l'Association des Maires de la Charente-Maritime et de la commune un avis d'appel public à la concurrence pour un Marché à procédure adapté. Ce marché d'un an renouvelable 1 fois, pour une durée d'un an, par tacite reconduction concerne les prestations de restauration scolaire et extra-scolaire débutera le 5 juillet 2010.

La commission technique, réunie le 31 mai et le 11 juin pour étudier les 6 offres reçues, propose au Conseil Municipal d'attribuer le marché pour les prestations de restauration scolaire et extra-scolaire à : ANSAMBLE et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents relatifs au marché.

### **2010 – 05/06 – Tarif « restaurant scolaire » 2010/2011**

Rapporteur : Michel Rougier

Vu l'avis des commissions techniques et l'acte d'engagement passé avec la société ANSAMBLE,  
Vu les réunions de Commission « Affaires scolaires » et de municipalité la Commission « Affaires scolaires »,  
Vu l'étude des coûts d'un repas primaire et maternelle effectué par le service,  
Monsieur le Maire propose de maintenir les tarifs suivants pour la rentrée scolaire 2010 :

Quotient	Coefficient	Prix du repas
1	< 255	1.90 €
2	≥ 255 < 288	2 €
3	≥ 288 < 320	2.10 €
4	≥ 320 < 387	2.30 €
5	≥ 387 < 475	2.40 €
6	≥ 475 < 650	2,45 €
7	≥ 650 < 750	2.50 €
8	≥ 750	2.55 €

Pour les familles monoparentales, il est considéré : 2 personnes

Tarif restauration adulte : 3.72 €

Tarif restauration personnel communal : 2.63 €

Tarif occasionnel : 2.60 €

### **2010 – 06/06 – Création d'un poste d'adjoint d'animation – 2<sup>ème</sup> classe**

Rapporteur : Jean-Pierre Roblin

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particuliers du cadre d'emplois des adjoints d'animation,

Vu la publicité n° V01710052735001 portée sur l'arrêté n° 017201005281 visé par la préfecture de Charente-Maritime le 21 mai 2010,

Vu l'avis de la Commission du personnel communal du 14 juin 2010,

Monsieur le Maire propose, pour les besoins du service administratif, de créer un poste d'adjoint d'animation 2<sup>ème</sup> classe à temps complet (35 heures) pour assurer les missions liées aux différents services à la population à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2010.

### **2010 – 07/06 – Taxe de séjour : nouvelles dispositions concernant les hébergements touristiques.**

#### **Mise à jour de la grille des tarifs**

Rapporteur : Jean-Pierre ROBILIN

La loi du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques, complétée par deux décrets du 23 décembre 2009, comporte plusieurs dispositions intéressant directement les collectivités territoriales.

Outre la refonte du classement hôtelier et l'adoption d'une cinquième étoile pour aligner la France sur la concurrence internationale, cette loi prévoit également la déclaration obligatoire en mairie des meublés de tourisme et des chambres d'hôtes.

D'autre part, le Conseil Général de la Charente-Maritime a décidé d'instaurer par décision du 18/12/2009 une taxe additionnelle à la taxe de séjour, dont le tarif, fixé par le CGCT, correspond pour chaque catégorie d'hébergement à 10 % de la taxe communale, qu'il s'agisse de la taxe de séjour au réel ou de la taxe de séjour forfaitaire.

Conformément à l'article L 3333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette taxe additionnelle, qui s'appliquera aux tarifs de taxe de séjour fixés jusqu'en 2011, est recouvrée par la commune chargée de son reversement au Département à la fin de la période de perception.

Pour des raisons pratiques, il a été demandé le report de la date de la première collecte au 1<sup>er</sup>/04/2010 compte tenu de la nécessité d'informer les différents hébergeurs de cette décision.

Afin de tenir compte des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et de la décision du Conseil Général, la grille des tarifs de taxe de séjour applicable à chaque type d'hébergement, établie selon le barème du CGCT (article D 2333-45), se trouve donc mise à jour comme suit :

	TARIFS PAR NUITEE ET PAR PERSONNE		
	TAXE DE SEJOUR COMMUNALE	TAXE ADDITIONNELLE DÉPARTEMENTALE	TOTAL
- Hôtels de tourisme 4* et 5* - Meublés de tourisme 4* et 5* - Résidences de tourisme 4* - Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0,80 €	0,08 €	0,88 €
- Hôtels de tourisme 3* - Meublés de tourisme 3* - Résidences de tourisme 3* - Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0,70 €	0,07 €	0,77 €
- Hôtels de tourisme 2* - Villages de vacances de catégorie grand confort - Meublés de tourisme 2* - Résidences de tourisme 2* - Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0,40 €	0,04 €	0,44 €
- Hôtels de tourisme 1* - Villages de vacances de catégorie confort - Meublés de tourisme 1* ou non classés - Chambres d'hôtes - Résidences de tourisme 1* ou non classées - Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0,40 €	0,04 €	0,44 €
- Hôtels de tourisme non classés - Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0,30 €	0,03 €	0,33 €
- Terrains de camping - Port de plaisance - Tous autres établissements de caractéristiques équivalentes	0,20 €	0,02 €	0,22 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte ces dispositions.

#### 2010 – 08/06 – Subventions aux associations

Rapporteur : Françoise Guigard

Vu la charte de la vie associative,

Vu la réunion de la commission « vie locale et citoyenneté » du 2 juin 2010,

Vu l'enveloppe budgétaire inscrite au BP 2010 article 6574,

Monsieur le Maire propose d'attribuer une subvention de la manière suivante :

Associations	Fonction.	Invest.	Projet	Total
FCPE	118,80 €		171,90 €	290,70 €
Art Evolution	1188 €			1188 €
Chant'Eslandes	180 €	189,60 €		369,60 €
Huit de la Baie	166,40 €	268 €	900 €	1334,40 €
FC Côtier	1102,40 €			1102,40 €
<b>Total</b>				<b>4285,10 €</b>

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager le versement des subventions et à signer les conventions qui règlent les modalités d'attribution.

## 2010 – 09/06 – Décision modificative n°2 – Budget principal de la commune (DM2)

Rapporteur : Jean-Pierre ROBLIN

Pour faire face aux premières réparations sur les dégâts causés par la tempête Xynthia (éclairage, canalisation, réparation des pompes, ...), la commune doit procéder à des ouvertures et virement de crédit. Ainsi, sur le Budget d'Investissement 2010, il est créé une Opération « 2010/Tempête Xynthia » qui sera abondée par un virement de la section de fonctionnement (023) à la section d'investissement (021) de + 100.000 €.

### Budget de Fonctionnement

Article	Dépenses	Recettes
7788		+ 100.000 €
023	+ 100.000 €	

### Budget d'Investissement

Article	Dépense	Recettes
021		+ 100.000 €
Ouverture de crédit - Opération : « 2010/tempête Xynthia »	+ 100.000 €	

Par ailleurs, des ajustements sont à effectuer sur les opérations d'investissement pour être au plus juste des dépenses prévues au BP 2010.

Opération	Article	Dépenses
201084	2313	- 5,84 €
201077	2313	+ 5,84 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise cette DM2.

### Questions diverses :

Monsieur le Maire présente, au moment des délibérations 2010-01/06 et 2010-02/06, l'ensemble des documents et des visuels relatifs au PLU et à la ZPPAUP. Ces échanges permettent de préciser les enjeux en matière d'urbanisme et notamment les incidences liées à la tempête Xynthia du 28 février 2010.

Monsieur le Maire rappelle que ce point de l'ordre du jour a fait l'objet d'informations sur le panneau d'informations pour que la population en soit informée. Le PLU a été soumis à l'enquête publique du 20 novembre au 22 décembre 2009. Le commissaire enquêteur a répondu aux questions soulevées par le public. Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable à ce projet. Cet avis a été transmis le 9 février. Les services de l'Etat ont fait connaître leur avis motivé sur la côte de submersion marine (fixé à 4,30 mètres au lieu des 3,65 mètres. Compte tenu de la tempête du 9 février, le Préfet a demandé aux communes de suspendre toute autorisation d'urbanisme). Toutefois, le Maire fait remarquer que la côte des 4,30m n'a pas été atteinte à Esnandes au cours de cette tempête. Dès lors, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, trois possibilités s'offraient :

- attendre l'étude de submersion de la communauté des communes et maintenir le POS actuel. Dans ce cas plus de construction possible dans le secteur concerné par les 4,30m,

- ne pas tenir compte de la côte des 4,30m. Dans ce cas, le risque de recours était fort,

- retenir l'avis favorable du commissaire enquêteur à savoir conserver le zonage mais indiquer toutes les zones concernées par la côte des 4,30 de l'indication PE (prescription de l'Etat). Dans cette zone, il faut remonter les niveaux des sols à 4,30m (ce qui est le cas de la plupart des maisons concernées), réduire les surfaces constructibles au sol (pas plus de 20% du terrain), inciter les habitants à construire un étage.

Tous les secteurs de loisirs se situent en-dessous de la côte des 4,30. 2 zones sont distinguées ULPE1 et ULPE2. En ce qui concerne le terrain de foot, aucune reconstruction n'est possible. Le parc Mandon ne peut recevoir plus de 15% d'occupation du sol et le camping 10%.

La troisième solution permet, en attendant l'étude de la communauté des communes et grâce aux aménagements demandés pour tenir compte des prescriptions de l'Etat, de continuer à traiter tous les dossiers d'agrandissement des habitations notamment de monter les maisons d'un étage pour assurer la sécurité.

Dans les zones à risque falaise, en cas d'éboulement, les habitants pourront reconstruire mais en dehors de la zone à risque (respect des règles de mise en sécurité).

Certaines habitations se trouvent à la fois en zone de submersion et de risque falaise.

Le Maire suspend la séance du conseil municipal de 21h20 à 21h45 afin de permettre au public présent dans la salle municipale de s'exprimer. A 21h45, ce point de l'ordre du jour est voté à l'unanimité.

Concernant la ZPPAUP, le dossier est présenté en détail par Monsieur le Maire. Dans le zonage effectué par madame Thevenin, les espaces publics remarquables, le patrimoine paysager et un monument historique ont été mis en exergue. Les règles de ce ZPPAUP ont été présentées lors d'une réunion publique au Musée et exposées à la Mairie. Elles sont animées par la volonté de garder l'esthétique du village dans les secteurs ZB1 et ZB2.

Monsieur Le Maire suspend la séance du conseil municipal de 22H à 22h15 afin de permettre au public présent dans la salle municipale de s'exprimer. A l'issue de ce débat, le projet est voté à l'unanimité.

A l'occasion de la délibération sur la restauration scolaire (2010 – 04/06), Michel Rougier se félicite du très important travail réalisé notamment par les services (Mme Garnier et Mr Gloria) et les remercie ainsi que les membres de la commission. Monsieur Rougier rappelle la difficulté d'une telle étude et note que la commune aurait pu se faire assister d'un cabinet. Il précise que l'élaboration du cahier des charges a été réalisée en large concertation avec la commission cantine. Les critères retenus pour l'étude des candidatures ont été les suivants 50% pour la prestation technique, 40% pour le prix, 5% pour la teneur bio, et 5% pour le respect de l'environnement (emballage). La société retenue s'engage à fournir un repas bio hebdomadaire à la date de 2012. Cette démarche sera progressive et des plats bio seront d'ici cette date ajoutés progressivement aux menus de la cantine.

Monsieur Jean-Pierre Roblin exprime sa satisfaction à la tenue, à Esnandes ce mercredi 16 juin, d'une réunion de coordination de l'ensemble des CCAS de l'agglomération. Le projet commun étant de travailler autour des 3 axes : analyse de l'action sociale sur les communes de l'agglomération, définition du cahier des charges pour l'analyse des Besoins sociaux et relance du projet de CLIC (centre d'information gérontologique).

Madame Béatrice Vinet confirme le début des travaux de toitures du restaurant scolaire et de l'école primaire pour le 5 juillet 2010. La durée des travaux est estimée à 6 semaines. Pour ce qui concerne les travaux de l'Eglise, le chantier avance comme prévu. Les contacts avec la Fondation du Patrimoine pourraient aboutir à la mise en oeuvre des modalités relatives à la collecte des dons susceptibles d'être reçus (par des tiers) pour les travaux de restauration. La Fondation peut également initier des actions de communication autour du projet.

Monsieur Yvan Bailly informe sur l'organisation du système d'échange local : le SEL.

Monsieur Fabrice Brisson relate les dernières avancées concernant les travaux de voirie :

- rue de l'Eglise : les riverains recevront un courrier pour leur rappeler la bonne utilisation des trottoirs ; à savoir qu'ils sont conçus pour les piétons et non pour du stationnement. Le revêtement n'est pas prévu pour ce type d'usage.
- avenue de la république : le panneau « accès commerce » n'a pas encore été placé. Ceci étant, le chantier avance vite et les gênes seront d'autant moins longues.
- rue de la prée de sion : Appia est chargé de faire les marquages au sol. Suite à des interventions sur la qualité du revêtement, Mr Brisson précise qu'il s'agit d'un sol plus efficace que le bicouche mais nettement moins cher que l'enrobé.

Séance levée à 22h30